

NATIONALE FRANÇAISE

régime et les émeutes

Attardons-nous sur la forme, un instant. L'exposé de M. Driencourt ne paraît pas être articulé autour d'une démarche inspirée par une problématique centrale dont l'examen est décliné suivant un enchaînement logique des parties. Dans le cas d'espèce, c'est plus un patchwork où, pêle-mêle, des thèmes disparates sont abordés sans lien causal évident.

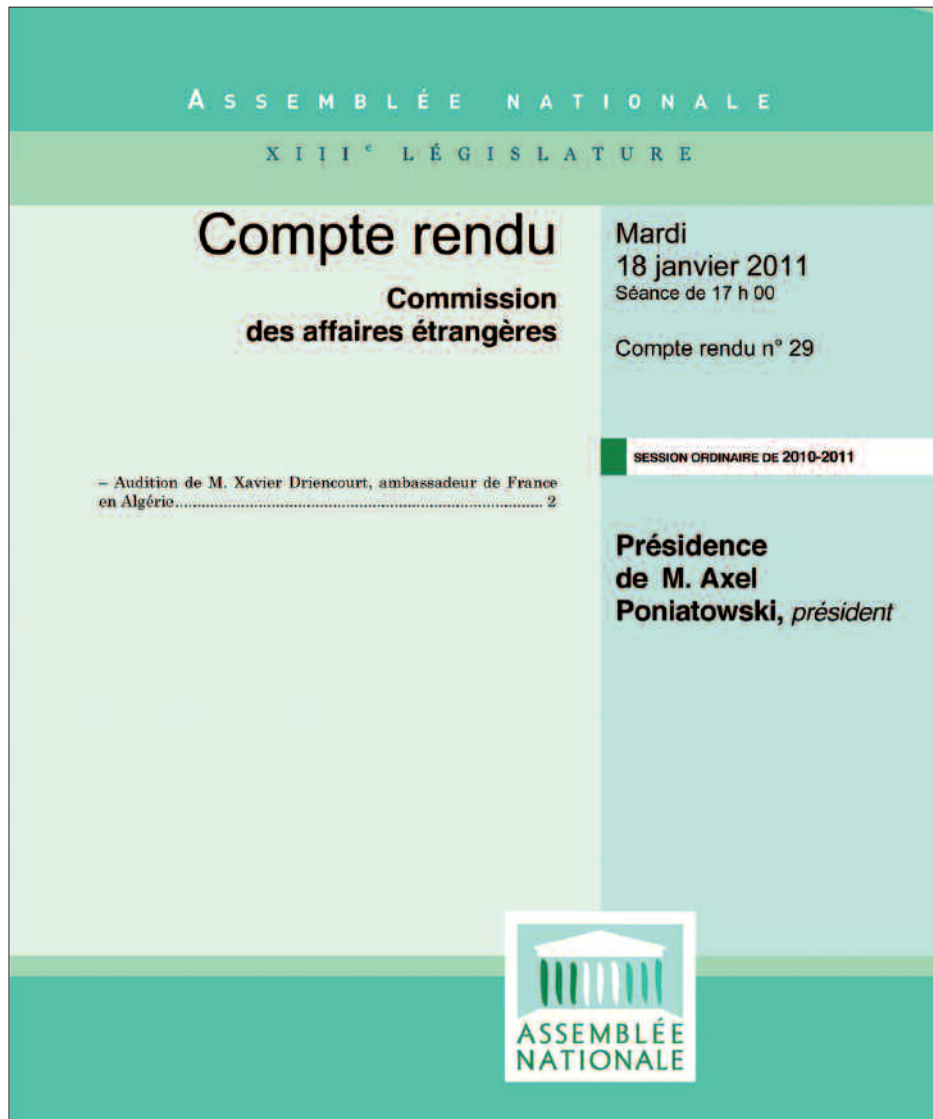
Les données fournies dans l'exposé de M. Driencourt ne sont pas, totalement, inexactes. Il est frappant, cependant, de relever une certaine imprécision dans les faits rapportés ainsi qu'une lourde ambiguïté dans les interprétations proposées. S'agissant d'un exposé présenté par l'ambassadeur de France à Alger devant l'Assemblée nationale de son pays, il est permis de s'étonner.

Pourquoi M. Driencourt s'efforce-t-il de minimiser, à l'excès, les manifestations intervenues à Alger auxquelles il dénie, hâtivement, toute connotation politique. Les aspirations à une vie digne et décente, leitmotiv de la jeunesse désœuvrée, ce n'est pas, au sens subliminal, un message politique par excellence ?

M. Driencourt qui insiste, presque avec emphase, sur la liberté de la presse omet de rapporter, toutefois, que les journaux — les moyens audiovisuels, tous de statut public étant verrouillés — se maintiennent, pour la plupart, grâce à la publicité que distribue l'agence officielle Anep. Il en résulte des obligations évidentes sur la ligne éditoriale, soumise, en effet, à une forme d'auto-censure. M. Driencourt ne donne, par ailleurs, aucune indication concrète sur l'impact de la généralisation de l'internet ainsi que l'audience des chaînes satellitaires, à commencer par Al-Jazeera. Pourtant, ces deux moyens d'accès à l'information revêtent, désormais, une place essentielle dans le processus de veille et d'éveil de la société algérienne, particulièrement la jeunesse, face à la réalité mondiale.

Examinons, aussi bien, le fond de l'exposé de M. Driencourt. L'analyse proposée, de même que les conclusions esquissées souffrent d'un manque de maturation conceptuelle manifeste. La vision des choses à la lumière des éclairages que les sciences sociales peuvent procurer est absente dans l'exposé. De même, la vision prospective qui fonde la décision politique. Dans cet exposé, la problématique centrale est censée porter, a priori, sur l'identification du potentiel de contestation existant au sein de la société algérienne et sur l'évaluation des conséquences pouvant résulter, en cas d'explosion sociale, sur la pérennité du régime algérien et sur la sauvegarde des intérêts français.

L'ambassadeur français élude cette problématique, du moins il l'aborde superficiellement. Il articule son argumentaire autour de deux données principales : premièrement, «le pays est riche, dispose de réserves importantes, n'est pas endetté» ; deuxièmement, il existerait une communauté d'intérêts entre le régime et les classes moyennes qui permet d'éloigner le spectre de l'explosion sociale. Lorsqu'il examine la menace qui pèse sur les intérêts français, M. Driencourt écarte, avec quelque légèreté, tout danger important, oubliant, sans doute, que Peugeot et Renault sont, parfaitement, perçues comme firmes françaises par l'opinion publique nationale. M. Driencourt néglige, aussi, de toute évidence, la rancœur entretenue par la jeunesse algérienne vis-à-vis de la politique restrictive de délivrance de visas pratiquée par la France. Il ne tient pas compte, apparemment, de l'impact laissé sur les jeunes Algériens — où se régénère le courant islamiste plébéen — de la fameuse phrase énoncée, en 2008, par le président Sarkozy : «Je soutiens M. Bouteflika pour éviter d'avoir les talibans à Alger.» Il se dérobe à la question qui porte sur les interactions prévisibles entre d'éventuelles violentes mani-



festations en Algérie et l'agitation qui s'ensuivrait au sein de la communauté algérienne en France.

Sur une autre question, essentielle, la pérennité du courant islamiste en Algérie, M. Driencourt se livre à un raccourci. Il suggère, tout bonnement, que la question de la dangerosité de ce courant est absorbée grâce à la présence du Hamas au gouvernement. Peut-il ignorer que le Hamas, présent, effectivement, au gouvernement, est perçu par la grande majorité de la population comme un club d'hommes d'affaires et de commerçants plutôt que comme un parti islamiste ? La substance du courant islamiste est toujours présente, mais dans sa consistance plébéenne, dans les tréfonds de la société, se nourrissant, précisément, du désenchantement de la jeunesse. C'est une forme presque institutionnelle de l'islamisme qui a disparu, pas le phénomène sociétal qui demeure entier.

Ce n'est de ne pas avoir été interpellé par les députés français que M. Driencourt pourrait se prévaloir. Ces députés ont même recouru à un ton des plus incisifs pour inciter l'ambassadeur à s'exprimer. Notons, pour l'exemple, ce député, M. Jacques Myard, qui tance, presque, l'ambassadeur : «Vos explications sont conjoncturelles mais l'Algérie est confrontée à des problèmes structurels de long terme.» Et cet autre, M. Paul Giacobbi, qui paraît suggérer, volontiers, à l'impétrant de revoir ses leçons : «Vous avez parlé de statu quo. Mais l'impression est que ce pays vit une succession de statu quo anté, d'une situation bloquée à une autre, d'année en année.»

S'agit-il, de la part de l'ambassadeur français, d'une attitude dictée par la prudence ou, vraiment, par le manque cruel d'informations. Pour justifier la substance vide de l'exposé de M. Driencourt, il peut être invoqué le profil de carrière de M. Xavier Driencourt. Il n'a eu à assumer, pour l'essentiel, que des responsabilités administratives et techniques, à l'exclusion de l'intermède de Kuala Lumpur, où il eut à représenter, en qualité d'ambassa-

deur, son pays auprès de la Malaisie. Mais, après tout, il dispose, à Alger, au sein de son ambassade, d'une administration, presque pléthorique, qui lui permet de s'informer, plus amplement, sur la situation en Algérie.

La substance insignifiante et timorée de l'exposé de M. Driencourt peut tenir, néanmoins, de la prudence. Une attitude dictée par le souci de ne pas contrarier les pouvoirs publics algériens qui savent, parfaitement, étouffer, dans l'œuf, les velléités de critiques françaises sur la gouvernance en Algérie. Autrement, il paraît invraisemblable que l'ambassade française, pas seulement l'ambassadeur, soit aussi lointaine des réalités sociales, économiques et politiques en Algérie. Pour preuve, M. Bajolet, le prédécesseur de M. Driencourt — jusqu'à tout récemment coordinateur du renseignement auprès du président Nicolas Sarkozy — ne semblait pas ignorer l'état des lieux, dans sa globalité.

A en croire le câble diplomatique américain daté du 23 janvier 2008 que WikiLeaks a publié, M. Bajolet évoquait, on ne peut plus clairement, celui-ci : «Les perspectives (pour le régime algérien), que ce soit pour le moyen ou le long terme, ne sont pas bonnes.» M. Bajolet — au nom d'une real politic dont la France fera les frais en Tunisie — tempérait, cependant, son constat en affirmant, sans détour : «Sans successeurs véritables, aller contre Bouteflika pourrait ouvrir d'autres sources d'instabilité.»

Bref, l'exposé de M. Driencourt est muet sur tous les aspects saillants de la situation vécue par l'Algérie et à propos desquels les députés français souhaitaient obtenir un éclairage plus satisfaisant. Quid de la gouvernance publique en Algérie qui traverse une crise chronique ? Quid du potentiel de contestation sociale et politique enfoui dans la société algérienne ? Quid des menaces sur la stabilité du régime atrophie en Algérie et des implications sur la sauvegarde des intérêts français ? Les réponses à ces questionnements auraient, sans doute, procuré aux députés français les informations utiles

pour pouvoir demander à leur gouvernement de soumettre à aggiornamento sa politique algérienne. De 2008 — date où M. Bajolet ne voyait pas d'alternative au statu quo — à 2011 — date à laquelle la jeunesse a fait irruption violente sur la scène —, la real politic si chère à la diplomatie française a-t-elle évolué jusqu'à prendre la mesure de l'usure d'un système finissant intégrer, courageusement, la prise en compte des aspirations légitimes de la société algérienne à la liberté et à la justice sociale ? Voilà, finalement, la seule question d'intérêt pour le peuple algérien et M. Driencourt s'est bien gardé d'y répondre dans son audition du 18 janvier dernier.

Conclusion

Ce n'est pas tant M. Driencourt qu'il faudrait blâmer que le gouvernement français lui-même. L'exposé de l'ambassadeur français est instructif, seulement, en ce qu'il relève, finalement, le désintérêt des autorités politiques françaises pour l'Algérie. Un pays qui était-il précisé constitue une profondeur stratégique pour la France. L'Algérie est le pays qui, après la France, contribue le plus à l'expansion de la langue française. Le marché algérien concourt, fortement, à l'écoulement des produits manufacturés français.

La communauté algérienne émigrée en France apporte un souffle, désormais, reconnu à la croissance de ce pays et à son renouveau démographique. Comment expliquer, alors, ce désintérêt pour l'Algérie sinon l'appétit vorace que suscite sa manne financière et qui se manifeste, quant à lui, avec une grande constance ? Où est la grande politique algérienne qui aurait dû fonder la démarche de la France vis-à-vis de l'Algérie ? L'absence de vision stratégique décelée chez les gouvernants algériens actuels — interdisant une projection dans la durée des projets de coopération ou d'investissement —, la défaillance de l'administration algérienne — tatillonne et peu performante —, la résignation apparente du peuple algérien à un sort peu enviable — diagnostiquée comme une marque d'«immaturité politique» par certains —, ces arguments ne sont que prétexte pour justifier la mise entre parenthèses de l'Algérie — rapports de coopération stratégiques, mutuellement, féconds aussi bien qu'oreille d'écoute pour les aspirations démocratiques du peuple algérien — dans les préoccupations essentielles des plus hautes instances françaises ? Juste une image pour illustrer cette affirmation.

L'ancien Premier ministre français, M. Jean-Pierre Raffarin, personnalité éminente et respectable, n'aurait pas dû être relégué à cette mission subalterne de vade-mecum consistant à défendre les intérêts matériels d'entreprises françaises en difficulté en Algérie. Il aurait dû être dépêché en ambassadeur d'exception auprès de l'Algérie avec la tâche, bien plus noble, de tout faire pour contourner les contrariétés qui obstruent la voie à ce partenariat historique entre les deux peuples dont il a été question. Entre la solidarité due à un peuple qui combat pour le changement démocratique et le risque d'ingérence dans les affaires d'un Etat souverain, il existe de la marge.

Autrement, demain, lorsque le potentiel révolutionnaire qui agite les tréfonds de la société algérienne aura trouvé son chemin et qu'il aura fait irruption sur la scène, lorsque l'Algérie renouera avec la prospérité économique, la justice sociale et le rayonnement international, rien ne servira, comme pour la Tunisie, d'invoquer la bonne foi («Je n'ai pas pris la mesure de la désespérance et de la souffrance du peuple tunisien», président Nicolas Sarkozy). Il sera trop tard, l'Histoire ne connaît point de halte.

M. C. M.